

Entretien avec Lennart Meri dans Politique internationale (Hiver 1999-2000)

Légende: En 1999, dans un entretien accordé au périodique français Politique internationale, le président estonien Lennart Meri fait le point sur les relations entre son pays et la Russie et rappelle les liens historiques profonds de l'Estonie avec l'Europe.

Source: Politique internationale. Hiver 1999/2000, n° 86. Paris: Politique internationale.

Copyright: (c) Politique internationale

URL: http://www.cvce.eu/obj/entretien_avec_lennart_meri_dans_politique_internationale_hiver_1999_2000-fr-da4c39a3-1107-42cb-9bc9-b7c09153b72e.html

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Entretien avec Lennart Meri *

Estonie : L'Europe retrouvée

Françoise Pons — *Monsieur le Président, l'Estonie a fait le choix de l'Europe. N'est-ce pas là un choix difficile compte tenu des pressions qu'exerce la Russie à vos frontières ?*

Lennart Meri — Notre identité européenne est si évidente que je suis toujours consterné d'entendre dire que l'Estonie a pris la décision de « faire partie » de l'Europe. Nous ne sommes pas une île flottant au hasard qui chercherait à s'accrocher ici ou là. Nous appartenons à l'Europe depuis l'Empire romain. Ce à quoi nous assistons, en réalité, c'est au retour de l'Europe dans les régions d'où elle s'était repliée avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. Cette nouvelle Europe tourne la page des accords de Munich, du pacte Molotov-Ribbentrop et du partage de Yalta.

F. P. — *Ma question portait sur la Russie...*

L. M. — J'y viens. La pression aux frontières de l'Estonie, mais aussi de la Lettonie et de la Lituanie, a été considérable en 1990, lorsque des gardes-frontières lituaniens ont été assassinés dans des conditions encore obscures. Mais le passé et le présent sont comme le jour et la nuit. Les lecteurs français n'ont peut-être pas relevé le fait que l'ex-président Boris Eltsine a officiellement érigé une borne sur la frontière russo-estonienne. Symbole encore plus significatif : des installations frontalières modernes, aussi bien du côté estonien que du côté russe, permettent aux personnes et aux marchandises de passer rapidement d'un pays à l'autre. Les gardes-frontières coopèrent de manière efficace voire amicale en matière de lutte contre l'immigration clandestine, la contrebande et le trafic d'armes. Ils prennent également part à des opérations humanitaires. Votre question m'oblige à faire référence à un épisode récent — ce que je fais d'ailleurs à contrecœur tant ce geste me paraît naturel : des marins russes en difficulté dans le golfe de Finlande ont été secourus, à la demande des gardes-frontières russes, par les gardes-frontières estoniens.

F. P. — *Comment votre attachement à l'Europe se manifeste-t-il ?*

L. M. — Il s'est d'abord manifesté à travers la religion catholique. Savez-vous que le premier évêque d'Estonie, au XVIII^e siècle, ne fut ni un Suédois, ni un Finlandais, ni même un Allemand, mais un Français, Mgr Fulco ? Le protestantisme a ensuite trouvé ici une terre d'élection. La cité de Tallinn a échangé une longue correspondance avec Martin Luther. L'emblème de l'Estonie — trois lions allongés — figure dans les armoiries de la Maison des Windsor et du Danemark.

Certes, nous avons subi l'influence russe. Mais bien que cette période de soumission à la dynastie des Romanoff ait duré 190 ans, l'Estonie n'en a pas moins conservé son régime administratif et ses valeurs européennes. On peut comparer l'Estonie à la Finlande ou au Schleswig-Holstein qui, eux aussi, appartenaient aux domaines des tsars. De tout temps, il y a eu davantage de différences entre l'Estonie et la Russie qu'entre la France et l'Allemagne. Cela tient à la force de notre identité culturelle. Les propriétaires fonciers étaient, pour la plupart, des barons allemands de la Baltique. Malgré les tensions permanentes liées à cette présence étrangère, les Allemands faisaient partie intégrante de la culture estonienne. Avec les Estoniens de souche, ils ont défendu leur pays contre les tentatives russificatrices de Moscou. La spécificité estonienne était tellement évidente, notamment aux yeux des observateurs éloignés, que Louis Léouzon Leduc, qui parcourut l'Europe à la recherche d'un bloc de marbre destiné au tombeau de l'Empereur, a publié en 1855 à Paris un ouvrage dans lequel il affirmait que l'indépendance politique de l'Estonie n'était qu'une question de temps. Au tournant du siècle, Paris était la capitale des écrivains, des peintres et des sculpteurs estoniens, et la devise de la Révolution française, « Liberté, égalité, fraternité », nous a accompagnés tout au long de la Guerre de Libération de 1918-1920, lorsqu'il nous a fallu nous battre contre le bolchevisme déferlant de l'Est. C'est pourquoi j'apprécie tant la phrase du président Chirac disant que l'Estonie est le bastion le plus septentrional de la francophonie. Il faut connaître les réalités estoniennes pour comprendre comment, au mois d'août 1991, notre État a été capable de reprendre le cours de son histoire là où elle avait été interrompue, le 17 juin 1940, par l'occupation soviétique et a su, en un temps record, se tourner vers l'Union européenne et l'Otan.

F. P. — *Le traité qui délimite vos frontières avec la Russie a été paraphé mais pas encore signé. Ce retard vous inquiète-t-il ?*

L. M. — Nous avons dit plus d'une fois que le plus beau cadeau que nous puissions faire à la Russie serait de lui offrir, sur son flanc occidental, une frontière sécurisée avec l'Union européenne. Compte tenu de tous les ennuis que la Russie a en ce moment, et qu'elle aura dans un futur proche, avec son flanc sud, je crois que ce serait une bonne chose pour elle.

F. P. — *Ne serait-ce pas plutôt un cadeau du gouvernement russe ? C'est lui qui temporise pour signer le traité...*

L. M. — Mieux qu'un traité, nous avons une frontière qui fonctionne. Mais je suis d'accord avec vous : les États ne se font pas de cadeaux. Ils cherchent un équilibre afin de préserver leurs intérêts nationaux, y compris les intérêts liés à leur sécurité nationale.

F. P. — *Vous souhaitez néanmoins que la Russie officialise cette frontière...*

L. M. — Elle est déjà officielle ! L'Estonie a réussi à construire une frontière sûre et efficace. Nous n'avons jamais été des enfants gâtés. Tout ce que nous avons obtenu jusqu'à présent, nous le devons à notre travail acharné.

Au-delà des discours, ce qui nous intéresse, c'est la réalité. Or la réalité montre que les traités du siècle dernier se sont malheureusement révélés des chiffons de papier. A quoi a servi le traité entre la France et l'Allemagne en 1939 ? Quant à nous, avant la Deuxième Guerre mondiale, nous étions liés à l'Union soviétique par seize accords ! Apparemment, cela n'a pas suffi à garantir notre indépendance...

F. P. — *En raison du « joint security agreement » qu'elle vous a offert en mai 1997, la Russie vous interdit de facto d'être membre de l'Otan. Moscou « aboie » chaque fois que vous faites mine de vous rapprocher des structures atlantiques...*

L. M. — Je peux comprendre jusqu'à un certain point les raisons pour lesquelles la rhétorique russe est tellement anti-Otan. Les racines de ce mode de pensée cinquantenaire remontent à l'époque stalinienne et ne disparaîtront pas avant au moins une génération. Mais il se trouve qu'en matière de sécurité, nous n'attachons guère d'importance à la rhétorique politique. L'Otan n'a plus exactement la même fonction que lors de sa création. C'est désormais une alliance de défense et de coopération. Même la Russie a voulu faire partie de certaines de ses enceintes. Vous pouvez contester la sincérité de cette volonté. Il n'en demeure pas moins que l'Alliance joue un rôle nouveau dans un monde où plus personne ne veut remettre en usage le terme de « guerre froide ». Mais je ne puis être d'accord avec votre formule selon laquelle l'Estonie « fait mine de se rapprocher des structures atlantiques ». L'Estonie a affirmé clairement et sans ambiguïté à l'intention de l'Ouest comme de l'Est que chaque État souverain a le droit inaliénable de choisir le mécanisme de sécurité nationale qui lui convient.

F. P. — *Votre intégration à l'Otan est difficile en raison de l'article 5 de la Charte atlantique qui définit les conditions d'exercice de la sécurité collective et que la Russie voit d'un mauvais œil. Avez-vous réellement besoin, pour assurer votre sécurité, de vous placer sous cette protection ?*

L. M. — Il faut éviter de simplifier les choses à outrance. L'Otan est une organisation sur laquelle on peut compter et qui a fait un travail merveilleux au cours des cinquante dernières années. Il n'y a pas eu un seul conflit entre ses États membres, pas un seul ! Ce n'est pas à l'article 5 en particulier que l'on doit cette longue période de paix mais à l'Otan en tant qu'entité transatlantique. L'élargissement n'est dirigé contre personne. L'Otan sait très bien que la stabilité appelle la stabilité.

Cela dit, un certain nombre de pays européens membres de l'Otan, comme l'Allemagne et la France, ont considéré qu'ils devaient faire face à des conflits locaux où il serait absurde d'impliquer nos amis du Canada

ou des États-Unis. C'est la raison pour laquelle les Européens ont décidé de se doter d'une défense qui leur soit propre afin d'assurer leur sécurité et de résoudre les conflits politiques et militaires circonscrits au continent. L'Estonie, comme votre pays, a besoin de cette force européenne de défense et est prête à jouer le rôle qu'on attend d'elle, dans la mesure de ses moyens. Nous avons, d'ailleurs, déjà participé à certaines missions internationales en Bosnie et au Liban.

F. P. — *Votre adhésion à cette force européenne vous permettrait-elle de vous passer de l'Otan ?*

L. M. — Non. Il ne s'agit pas là de margarine qu'on étale sur les tartines faute de beurre ! Les forces européennes de défense et l'Otan ne sont pas interchangeables. Une identité européenne de défense donne à l'Union la possibilité de remplir de manière plus efficace ses obligations politiques et militaires, comme elle le fait en matière économique grâce à l'euro. C'est un moyen de renforcer la bipolarisation du monde.

F. P. — *Le Partenariat pour la paix ne vous a pourtant pas apporté grand-chose...*

L. M. — Vous avez tort. Le Partenariat pour la paix est un outil fort utile destiné à aider les pays participants à mettre en place leurs propres forces armées et à accélérer la mise en conformité du matériel et de la chaîne de commandement avec les normes de l'Otan. C'est notre premier pas sur le chemin de l'intégration.

F. P. — *Il n'empêche que la perspective de votre adhésion à l'Otan ne réjouit ni la Russie ni le Congrès américain dont on connaît les réticences face à un accroissement des engagements des États-Unis dans le monde. On l'a connu plus conciliant lorsqu'il s'est agi d'intégrer la Pologne. Mais il est vrai que, dans ce cas, le lobby polonais n'avait pas ménagé ses efforts...*

L. M. — Nous croyons savoir que l'intégration de l'Estonie doit se faire sur la base d'un consensus entre les États membres de l'Otan. Le moment venu, ce consensus émergera. Quant à l'argument consistant à dire que la Pologne a intégré l'Otan parce qu'un grand nombre d'immigrants polonais vivent aux États-Unis et qu'en conséquence l'Estonie ne le sera pas parce que les immigrants estoniens sont trop peu nombreux, il n'a aucun sens. L'Otan n'est pas un club de golf ! C'est une organisation internationale consciente du fait que la sécurité est indivisible. C'est une des raisons pour lesquelles l'Otan a pris une part active dans la crise du Kosovo qui ne menaçait ni le Canada ni les États-Unis mais qui mettait en péril la stabilité de l'Europe. Une Europe instable aurait représenté un danger global, en particulier pour l'équilibre des relations transatlantiques.

F. P. — *A quelle date espérez-vous rejoindre l'Alliance ?*

L. M. — Je peux seulement vous dire que ce sera plus tôt que l'on ne s'y attend. Nos forces armées travaillent d'arrache-pied pour être prêtes en 2002. L'Otan se prononcera à cette date-là.

F. P. — *Êtes-vous confiant ?*

L. M. — Absolument.

F. P. — *Pensez-vous que tout risque de conflit avec la Russie soit écarté ? On sent que le peuple estonien garde une peur viscérale de l'invasion russe...*

L. M. — Manifestement, je crois plus que vous à l'aptitude de la Russie à devenir un État démocratique ! Si je vous comprends bien, les Estoniens accompliraient un exploit par le seul fait de vivre et de travailler aux frontières de la Russie ! Pour nous, cela n'a rien d'un exploit : l'Europe du Nord est notre terre, et nous n'avons pas dans la poche un billet de retour pour Paris...

En cas d'agression, nous sommes prêts à soutenir une longue guerre de partisans dans la forêt. La Russie le sait, et a le choix entre deux options : soit une politique impérialiste, soit une coopération de bon voisinage avec les pays de la mer Baltique. Je suis convaincu qu'elle a compris où se trouve son intérêt.

Je sais que certains leaders politiques russes caressent des visées expansionnistes et n'hésitent pas à évoquer la restauration des frontières du pacte de Varsovie. Mais ces extrémistes ne doivent pas être pris au sérieux.

F. P. — *Le risque d'instabilité est néanmoins plus grand en Russie qu'en France ou en Allemagne...*

L. M. — Bien entendu. Même pour l'Estonie, qui possède une tradition européenne très ancienne, la transition a été laborieuse. Alors, pour un pays comme la Russie qui n'a jamais connu la démocratie parlementaire, il est normal que les choses soient encore plus difficiles.

S'agissant de la Russie, la plupart des hommes politiques européens ont tendance à négliger le facteur temps. En 1989-1990, les Américains — et les Français — ont cru que la toute-puissance du parti bolchevique avait été brisée et qu'en vingt-quatre heures, comme dans un conte de fées, l'URSS s'était transformée en un régime démocratique stable. Cela prend un petit peu plus de temps ! En 1990, en Estonie, nous étions encore en train de nous battre pour la restauration de l'État d'avant-guerre (1). Nos relations avec la Russie étaient très tendues, ce que de nombreux responsables européens ne comprenaient pas.

L'Estonie a une bien meilleure connaissance de l'histoire de la Russie que la moyenne des Européens. Pour nous, il ne fait pas de doute qu'elle deviendra un jour ou l'autre une démocratie. C'est seulement une question de temps. Nous n'avons jamais pensé que la transformation serait rapide. Les événements nous ont donné raison depuis le début. A certains égards, nous sommes plus réalistes que vous et notre réalisme nous donne un sentiment de sécurité accru.

F. P. — *La Russie ne s'oppose donc pas à l'adhésion de l'Estonie à l'Union européenne ?*

L. M. — Il n'est pas toujours facile de savoir ce que pense le gouvernement russe. A supposer qu'on sache véritablement qui est autorisé à s'exprimer au nom de la Russie. Moi-même je ne le sais pas toujours. Mais tout ce que disent les uns et les autres doit être replacé dans le contexte de la campagne électorale pour la présidence.

F. P. — *Quel est votre interlocuteur privilégié au sein du gouvernement russe ? Vous êtes indépendant mais...*

L. M. — Ne dites jamais « vous êtes indépendant mais ». C'est comme si je disais de la France qu'« elle est souveraine mais » parce qu'elle a dévolu une part de sa souveraineté à l'Union européenne. Quoi qu'il en soit, votre question est embarrassante. Attendons de voir le résultat des élections. Ensuite, la Russie entrera — je l'espère — dans une longue période de tranquillité politique et économique.

F. P. — *L'ouverture économique ne contribue-t-elle pas à consolider le processus de démocratisation ?*

L. M. — N'oubliez pas que la Russie est très riche en ressources naturelles. Au-delà de l'agitation politique et des terribles problèmes financiers actuels, les entreprises européennes et américaines sont désireuses de reprendre leur coopération économique avec elle. Dès à présent, le secteur économique joue un rôle considérable dans l'orientation de la politique étrangère du Kremlin. Et cette tendance ira en s'accroissant. A terme, c'est le monde des affaires qui façonnera la politique de la Russie, ce qui en soi est un phénomène nouveau pour ce pays. Souvenez-vous, il n'y a pas si longtemps, du poids du Politburo et du Comité central. Au stade où elle en est, la Russie ne peut pas se permettre de revenir en arrière, de s'isoler derrière un nouveau Rideau de fer. Dans son propre intérêt, elle doit rester un pays ouvert.

F. P. — *Cette évolution sera-t-elle rapide ?*

L. M. — La réorientation de l'économie russe n'est pas une question qui saurait se régler d'un trait de plume sur une feuille de papier. Elle suppose notamment, de la part des dirigeants russes, un changement dans leur manière de penser. Or une telle révolution dans les cerveaux humains demande du temps. Vous pouvez accélérer la vitesse des chars mais pas la marche invisible d'une nation vers son destin.

Aujourd'hui, face aux immenses difficultés que rencontre la Russie, la plupart des Européens sont partagés entre la déception et le découragement. Eh bien moi, je suis de l'avis contraire : c'est justement parce qu'elle fait face à des problèmes très durs qu'elle sera capable de réussir sa mue. La logique économique finira par prévaloir sur l'idéologie partisane.

F. P. — *Vous avez donc foi en la Russie...*

L. M. — Dans le peuple russe autant que dans le peuple estonien.

F. P. — *Pour protester contre la politique de Boris Eltsine en Tchétchénie, vous avez refusé de vous rendre à la réunion de l'OSCE à Istanbul. N'avez-vous pas craint d'offenser votre puissant voisin ?*

L. M. — Vous connaissez l'adage : offenser un grand pays n'est jamais une politique. Non seulement l'attitude de l'Estonie n'a rien de blessant, mais elle coïncide avec l'intérêt national de la Russie.

F. P. — *L'Estonie a pourtant été le seul membre de l'OSCE à aller jusque-là...*

L. M. — C'était, pour moi, une manière de signifier au dirigeants du Kremlin que leur politique en Tchétchénie est vouée à l'échec. J'ai lu dans la presse que Vladimir Poutine dresse un parallèle entre la guerre en Tchétchénie et la situation en Irlande du Nord. Je laisse cette comparaison à l'appréciation de vos lecteurs...

F. P. — *En adhérant à l'Union européenne, l'Estonie risque d'être diluée dans un vaste ensemble. Un sondage récent montre que 38 % des Estoniens sont favorables à l'adhésion, 22 % y sont opposés et 40 % demeurent indécis. Il est vrai que pour un pays qui sort de 190 ans de tutelle russe, la perspective de retomber sous la coupe d'un nouveau protecteur n'est guère réjouissante. Mais l'Estonie a-t-elle le choix ? Pourrait-elle se permettre de rester seule ?*

L. M. — Outre les 190 ans de tutelle russe, vous oubliez que le XX^e siècle se divise en deux parties : il y a eu un « avant » et un « après » Deuxième Guerre mondiale. Comme je l'ai dit, notre peuple a rétabli la République sur la base du droit international et, de ce fait, l'histoire, la culture et les principes juridiques jouent en Estonie un rôle plus grand que celui qu'ils jouent en France. Notre cas n'est pas unique : dans le monde entier, les petits États sont plus attachés au droit que les grands. Le monde n'est pas parfait, et nous avons eu à en souffrir dans notre chair plus souvent que la France. Mais les principes sont tenaces et ils redressent la tête même après les chars ou les rideaux de fer. Pour un très petit pays comme le nôtre, avec une très petite langue et une très petite culture, l'idée d'être noyé dans l'océan des grandes langues, plongé dans un monde global, procure évidemment un sentiment de malaise. Mais face aux grandes puissances, les petits pays affirment leur identité à travers la culture. Pourquoi et comment l'Europe, une si petite péninsule pauvre en ressources naturelles, a-t-elle réussi à devenir le principal moteur de la civilisation contemporaine ? La réponse tient en deux mots : diversité culturelle. La diversité est la garantie d'un développement harmonieux.

Tout cela pour vous expliquer que nous ne craignons pas d'être noyés dans une Europe unifiée. L'Estonie, c'est l'évidence, a besoin de la culture estonienne. Mais, pour la première fois dans l'histoire, nous savons que quelqu'un d'autre a aussi besoin de l'Estonie, d'une petite parcelle de notre identité, pour la seule et unique raison qu'elle est différente.

F. P. — *Revenons à des considérations plus prosaïques. En adhérant à l'Union européenne, avez-vous l'intention de vous rapprocher des autres pays de la mer Baltique afin de recréer l'ancienne Ligue hanséatique qui a fait votre prospérité entre le XIII^e et le XV^e siècle ?*

L. M. — La Ligue hanséatique n'est pas un but en soi, c'est seulement un outil.

F. P. — *Dans quelle mesure vous sentez-vous solidaire des pays de l'Europe du Nord ?*

L. M. — Nous sommes insérés dans un système de cercles concentriques. Le premier est bien sûr le cercle balto-scandinave. Tout de suite après vient le cercle qui inclut le Nord de l'Allemagne, le Nord de la France, la Belgique, le Luxembourg, etc. Et ainsi de suite. En ce qui concerne la France, en particulier, nous nous sentons très proches du combat qu'elle mène pour la préservation de la langue française dans le monde. Nous avons les mêmes préoccupations que vous à ce sujet.

F. P. — *Le principe a été réaffirmé lors du sommet d'Helsinki : avant d'accueillir de nouveaux membres, l'Union européenne doit réformer ses institutions. Ne craignez-vous pas que Bruxelles prenne prétexte de ces ajustements pour reporter l'élargissement à plus tard, alors même que l'Estonie déploie des efforts considérables pour se conformer aux critères d'adhésion ?*

L. M. — Les réformes institutionnelles sont en cours et, comme prévu, ces négociations se déroulent parallèlement au processus d'élargissement. Il est évident que ce processus est compliqué et que l'adhésion de nouveaux pays à l'Union engendre de nombreux problèmes structurels. Nous comprenons qu'il faille les résoudre avant d'aller plus loin. Quant à nos efforts, je suis certain que l'Union européenne les mesure à leur juste valeur. Bruxelles n'a aucune raison de se livrer à des expérimentations humaines. L'Estonie a fait un travail magnifique pour reconstruire son économie. Nos citoyens ont le sentiment que l'Union n'a pas intérêt à retarder notre admission. Lorsque les deux parties seront prêtes, l'élargissement aura lieu.

F. P. — *Quand ce moment arrivera-t-il ?*

L. M. — Tout ce que je peux dire, c'est que nous serons prêts en 2003.

F. P. — *Dans un premier temps, seule l'Estonie a été jugée digne de rejoindre l'Union européenne. Cette différence de traitement vous a-t-elle étonné ? Quelles conséquences peut-elle avoir sur les relations entre vos trois pays ?*

L. M. — L'adhésion à l'Union n'est pas un événement sportif où, parce que l'Estonie a été la première invitée, le second à atteindre la ligne d'arrivée serait considéré comme le perdant. C'est une approche naïve. La différence de traitement dont vous parlez se résume à une formule simple : qui est prêt est prêt. Cependant, il est non seulement dans notre intérêt mais aussi dans notre mission d'aider la Lettonie et la Lituanie à devenir membres de l'Union européenne aussi rapidement que possible.

F. P. — *En quoi le sommet d'Helsinki a-t-il répondu à vos attentes ?*

L. M. — Nous avons eu le plaisir de voir la Lettonie et la Lituanie considérés comme pays candidats.

F. P. — *L'apparente absence de solidarité entre les trois pays Baltes est surprenante. Ne faites-vous pas partie de la même famille ?*

L. M. — Vous avez une vision déformée de la réalité, ce qui est compréhensible. Un Brésilien, par exemple, aura du mal à l'aire la distinction entre les pays de la mer Baltique et les Balkans ! Il est donc normal que, vus de France, les trois pays Baltes paraissent ne faire qu'un. Or il y a autant de rapports entre l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie qu'entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne ! Nous avons trois cultures différentes avec trois langues différentes, des traditions et des modes de vie totalement à l'opposé, des religions différentes également. Ces nuances font partie de notre vie quotidienne. Nous sommes capables de reconnaître un Letton d'un Lituanien parce que nous vivons ici. A une certaine distance, bien sûr, les contrastes s'estompent.

F. P. — *Les trois États baltes sont tout de même soudés par une communauté de destin...*

L. M. — C'est certain. Nous avons vécu une histoire commune, surtout grâce à MM. Staline et Hitler, et nous savons que notre avenir sera un avenir commun. Mais pour ce qui est du présent, nos différences sont bien réelles. Grâce à Dieu, le présent ne dure qu'une seconde !

(1) L'Estonie a connu une période d'indépendance du 24 février 1918 (par le traité de Tartu, la Russie soviétique renonçait « à jamais » à ses prétentions sur ce territoire) jusqu'au 7 août 1940, date de son rattachement à l'Union soviétique.
* président de l'Estonie depuis octobre 1992.